

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LORIENT KEROMAN

Direction du Port de Pêche
56100 Lorient

Références : XB/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005520084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SOCIETE D' ECONOMIE MIXTE LORIENT KEROMAN implanté au port de pêche de Keroman à Lorient (56100). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de l'inspection visait à s'assurer que l'exploitant possède des rétentions internes ou externes permettant de répondre aux exigences de la réglementation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D ECONOMIE MIXTE LORIENT KEROMAN
- KEROMAN, DIRECTION DU PORT, 56100 Lorient
- Code AIOT : 0005520084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SEM LORIENT KEROMAN dispose d'un site ICPE classé en autorisation dédié à la déconstruction de navires hors d'usage ne dépassant pas 600 tonnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4	Sans objet
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4 (2)	Sans objet
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4 (5)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose effectivement de rétention permettant de répondre aux attentes de la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, ACP rétention
Prescription contrôlée : 1) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Tous les liquides nécessaires à l'activité de déconstruction de navire hors d'usage sont / seront stockés dans une armoire dédiée présentant une capacité de rétention interne suffisante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4 (2)
Thème(s) : Risques chroniques, ACP rétention
Prescription contrôlée : 2) La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les produits liquides nécessaires à l'activité de déconstruction de navire sont entreposés sur des racks distincts dans une armoire présentant des capacités de rétention distinctes afin de permettre la gestion des différents produits susceptibles d'y être stockés. Cette armoire comporte un affichage de consignes permettant son usage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2020, article 7.4 (5)
Thème(s) : Risques chroniques, ACP rétention
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des égouts, de la rade ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Le volume minimal disponible en toute circonstance pour le confinement des eaux d'extinction incendie est de 400 m3. Ces eaux d'extinction incendie sont confinées au niveau du bassin de rétention étanche. Les eaux d'extinction collectées sont pompées, après analyse, Par une entreprise agréée de retraitement et sont éliminées vers des filières de traitement des déchets appropriées. Cette consigne est notamment affichée à proximité des organes de commande du confinement, tenue à la disposition du service départemental d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

La récupération des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie se fait en dehors du site de l'ICPE dans un bassin d'un volume de 2600 m³ dédié à l'aire de réparation navale (ARN) faisant l'objet d'une autorisation au titre du 1^o du L181-1.

La gestion de cet ouvrage est réalisée par la société d'économie mixte Lorient Keroman qui dispose de cette autorisation actuellement en cours de renouvellement.

Dès lors, l'exploitant, société d'économie mixte Lorient Keroman, dispose pour son site d'entreposage, de dépollution et de déconstruction de navires hors d'usage, objet du présent rapport, du volume requis pour le confinement des eaux d'extinction incendie.

Toutefois il convient d'alerter l'exploitant des difficultés qui se poseraient immanquablement en cas de transfert d'une ou l'autre de ces autorisations.

Type de suites proposées : Sans suite

